

## AKTUELL

## ÉNERGIE

# Cattenom plébiscite l'EPR

Fabien Grasser

**Pour la première fois, la direction de la centrale nucléaire de Cattenom évoque la construction d'un réacteur EPR sur le site mosellan, s'appuyant sur un sondage montrant que la population locale y serait massivement favorable.**

Aucune décision n'est actée et rien n'est encore officiellement sur (ou sous) la table, mais, le jeudi 30 janvier, le directeur de la centrale nucléaire de Cattenom a évoqué la possibilité de construire un réacteur de type EPR sur le site. S'exprimant devant les élus et les autorités de Moselle, lors de la traditionnelle cérémonie des vœux, Jérôme Le Saint a cité un sondage réalisé auprès des riverain-es, selon lequel « 80 % soutiennent notre poursuite d'exploitation et 70 % se disent favorables à la construction d'un EPR à Cattenom », selon des propos rapportés par « Le Républicain lorrain ». Malgré son caractère très diplomatique, cette déclaration est totalement inédite, EDF ayant jusqu'à présent refusé d'esquisser publiquement le moindre plan d'avenir pour le centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) mosellan.

En réalité, c'est un jeu du chat et de la souris qui dure depuis des années, alors que l'électricien rachète des terres agricoles autour de la centrale, comme il le fait autour d'autres centrales françaises, parfois contre la volonté d'un monde agricole mis sous pression pour vendre.

Interpellé sur ces achats de terres en 2019 par l'ONG Sortir du nucléaire 57, le CNPE avait alors répondu qu'il s'agissait de « se donner les moyens de pérenniser l'implantation locale du Groupe EDF autour de projets faiblement carbonés ». Une formulation vague qui n'engageait pas à grand-chose, EDF englobant dans les technologies « faiblement carbonées » aussi bien le solaire et l'éolien que le nucléaire. À la suite de ces échanges, la rumeur avait prêté à l'électricien l'intention d'installer un parc solaire sur les surfaces nouvellement acquises. L'hypothèse semblait même crédible aux yeux des antinucléaires, alors que le gouvernement ciblait encore une réduction de la part de l'atome dans le mix énergétique français.

Mais tout cela, c'était avant le 10 février 2022 et le discours de Belfort, où Emmanuel Macron avait annoncé une relance massive du secteur par la construction d'EPR 2, des réacteurs de nouvelle génération. Une autre priorité est la prolongation de la durée de vie des 57 réacteurs déjà en ser-

vice. Initialement fixée à 30 ans, elle a d'abord été étendue à 40 ans, et les pouvoirs publics voudraient désormais la porter à 50 ou 60 ans. Cattenom est particulièrement concernée, alors que le premier réacteur avait été raccordé au réseau en 1986. La décision sera prise site par site et reviendra à la nouvelle autorité de sûreté du nucléaire, l'ASRN, qui devra également s'appuyer sur une consultation publique.

## « L'EPR ne sera pas rentable »

Depuis, le gouvernement français a lancé la construction de six EPR 2 d'ici 2040, prévoyant d'y ajouter six à huit autres sur des sites encore à déterminer. Bernard Zenner, le maire de la prospère commune de Cattenom, compte parmi les plus fervents défenseurs de l'EPR. « Le plan local d'urbanisme est prêt pour deux nouvelles tranches », avait affirmé cet ancien ingénieur du nucléaire sur l'antenne de Moselle TV, en mars 2023.

Contacté à plusieurs reprises au sujet des récentes déclarations du directeur de la centrale, le CNPE n'avait pas donné suite aux questions du woxx avant la publication de cet article. Quoi qu'il en soit, mi-janvier, la Cour des comptes française a dégainé l'artillerie lourde contre le coût prohibitif et les incertitudes industrielles pesant sur cette technologie. Elle explore la dérive du chiffrage du coût de la construction des six EPR 2 déjà programmés, passé de 51,7 milliards d'euros à 67,4 milliards en l'espace d'un an. Selon Pierre Moscovici, qui préside l'institution, le coût final devrait plutôt se situer autour de 100 milliards. « L'EPR ne sera pas rentable dans ces conditions », tranche l'ancien commissaire européen, qui préconise de mettre le programme en pause.

Outre son coût, la construction d'un EPR pose question à Cattenom, pointe François Drapier, coprésident de l'antenne mosellane du réseau Sortir du nucléaire : « Si un EPR est construit, remplacera-t-il les réacteurs actuels ou les complètera-t-il ? » Pour cette figure historique de la lutte antinucléaire dans la région, le problème le plus aigu est cependant lié à l'étiage de la Moselle, alors qu'un EPR est très gourmand en eau pour son refroidissement. Lors de ses vœux de Nouvel An, le directeur du CNPE a d'ailleurs reconnu que la question du partage de l'eau « est le sujet le plus important ». Au point d'abandonner définitivement l'idée d'un EPR ?

## SHORT NEWS

## Addiction à l'uranium : la Belgique replonge

(fg) – En matière d'énergie, il n'y a pas que la France qui a décidé de faire marche arrière et de miser massivement sur le nucléaire (lire ci-contre). Le nouveau gouvernement belge, dirigé par le conservateur flamand Bart de Wever, a confirmé ce 4 février la prolongation des réacteurs de Doel 4 et Tihange 3 pour dix ans supplémentaires, alors qu'ils devaient être initialement mis à l'arrêt cette année. Il voudrait désormais voir leur service étendu à dix ans de plus, c'est-à-dire jusqu'à 2045, mais l'énergéticien français Engie, qui exploite les centrales à travers Electrabel, y est pour l'instant défavorable. Outre ces prolongations, le gouvernement projette aussi la construction de deux nouvelles tranches à un horizon qui n'a pas été précisé. En empruntant cette voie, l'attelage hétéroclite qui forme la nouvelle coalition gouvernementale, ferme la porte à une sortie du nucléaire qui avait été actée en 2003. Le gouvernement justifie ce changement absolu de cap par la nécessité de sécuriser et assurer son approvisionnement électrique dans les prochaines décennies. Comme pour Cattenom, le Luxembourg demande la fermeture du parc nucléaire belge, alors que Tihange n'est situé qu'à 80 kilomètres à vol d'oiseau du grand-duché, rappellent Déi Gréng dans un communiqué publié suite à l'annonce du gouvernement belge. Les écologistes luxembourgeois estiment que cette décision constitue un recul significatif dans la politique énergétique européenne. Outre les dangers inhérents à l'atome, les verts dénoncent le coût prohibitif des réacteurs EPR, l'impasse de la gestion et de l'entreposage des déchets nucléaires ainsi que la situation de dépendance dans laquelle se place l'Europe par rapport aux importations d'uranium.

## „Basis-Web“: Zirkelschluss

(ja) – Am vergangenen Montag antwortete Justizministerin Elisabeth Margue (CSV) auf eine parlamentarische Anfrage von Sven Clement (Piratepartei) zu der Software „Basis-Web“, die in Deutschland und Luxemburg zur Verwaltung von Gefangenendaten eingesetzt wird. Wie die woxx berichtet hatte, gibt es große Datenschutzbedenken bei dieser Software. (woxx 1819 und 1820) Damals hatte die Aktivistin Lilith Wittmann nach Informationen gefragt und sich dabei auf die Informationsfreiheitsgesetze jener 13 deutschen Bundesländer, die die Software einsetzen, berufen. Sie erhielt die Antwort: Luxemburg sei dagegen, die angefragten Informationen herauszugeben. Um die internationalen Beziehungen Deutschlands zu Luxemburg nicht zu gefährden, könnten folglich auch die Bundesländer dies nicht tun. Clement wollte wissen, weswegen Luxemburg dagegen war, „Dokumentationen, Dienstanweisungen, Verträge und Datenschutz-Dokumente“ bezüglich „Basis-Web“ zu veröffentlichen. Die Antwort Margues beruft sich auf die Argumentation des Bundeslandes Nordrhein-Westfalen (NRW): Die Anfrage sei zu unpräzise, die öffentliche Sicherheit sowie die privaten Interessen der Entwicklerfirma Materna könnten gefährdet werden. Einen spezifischen, „luxemburgischen“ Grund gibt es jedoch nicht. Die Antwort entpuppt sich also als ein Zirkelschluss: Luxemburg war dagegen, weil deutsche Bundesländer dagegen waren, und die wiederum dagegen waren, weil Luxemburg dagegen war.

## Pestizide: Bio-Lebensmittel fünf-mal weniger belastet

(mes) – Rund die Hälfte von 608 untersuchten heimischen und importierten Lebensmitteln in Luxemburg sind mit Pestiziden belastet. Von einer „dramatischen Lage“, sprach Blanche Weber, die Präsidentin der Umwelt-NGO Mouvement écologique (Méco) auf einer Pressekonferenz am gestrigen Donnerstag; diese sei seit Jahren bekannt. Eine jüngst veröffentlichte Studie der Luxemburger Veterinär- und Lebensmittelverwaltung (Alva) basierend auf Daten von 2022 zeigt: Kaum etwas hat sich in den vergangenen Jahren verändert. Laut Alva wiesen bloß 54,1 Prozent der Lebensmittel keinerlei Pestizidrückstände auf. Der Méco, der die genannten Daten genauer analysiert hat, kam sogar auf nur 48,2 Prozent. Zweites Ergebnis: Produkte aus biologischem Anbau sind bis zu fünfmal weniger belastet (12,6 Prozent) als konventionell gezüchtete Lebensmittel (61,1 Prozent). Die meisten Rückstände weisen in Treibhäuser gezüchtete Obst- und Gemüsesorten auf. Außerdem sind einige Sorten, wie Erdbeeren oder Tomaten, deutlich mehrfach belastet. Fast ein Drittel der nachgewiesenen Pestizide sind in der EU nicht zur Verwendung zugelassen. Dies verhindert allerdings nicht, dass viele dieser Pestizide weiterhin in der EU produziert und in Drittländer exportiert werden. Durch Lebensmittelimporte von dort landen sie dann doch wieder in EU-Haushalten (woxx 1788). Luxemburg müsse sich auf EU-Ebene für einen Abkehr von Pestiziden einsetzen, auf nationaler Ebene den Pestizidaktionsplan von 2017 nachbessern, sowie umwelt-schonende Anbaumethoden fördern, so der Méco.